

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 23/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARGILL HAUBOURDIN SAS**

7 Rue du Maréchal Joffre  
BP 20109  
59320 Haubourdin

Références : -

Code AIOT : 0007001045

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement CARGILL HAUBOURDIN SAS implanté 7 Rue du Maréchal Joffre BP 20109 59320 Haubourdin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARGILL HAUBOURDIN SAS
- 7 Rue du Maréchal Joffre BP 20109 59320 Haubourdin
- Code AIOT : 0007001045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement d'Haubourdin appartient au groupe américain CARGILL.

L'entreprise est spécialisée dans la fourniture d'ingrédients alimentaires et dans le négoce de matières premières. Elle se situe au 1er rang mondial sur le secteur alimentaire.

Le site d'Haubourdin produit, à partir d'amidon reçu en poudre ou en slurry du glucose et de la maltodextrine sous forme liquide et poudre et des coproduits d'amidons modifiés. L'ensemble de ces produits sert de matières premières pour les secteurs de l'alimentation humaine, l'alimentation animale, la papeterie et la cartonnerie.

Cette activité a débuté en 1856 sur le site de Haubourdin.

Le dernier arrêté préfectoral d'autorisation réglementant les activités du site date du 4 octobre 2006.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Pic de pollution

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Pic de pollution particules PM10	Arrêté Préfectoral du 18/10/2017, article 1.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté un lancement tardif des mesures de niveau 1 d'alerte en cas de pollution aux particules fines PM<sub>10</sub>.

Face à ce constat, il est demandé à l'exploitant d'identifier les causes du lancement tardif des mesures de niveau 1 d'alerte suite à la réception de l'arrêté du 12 décembre 2024 (reçu par courriel le 12/12/2024) et de préciser les dispositions qui seront prises pour éviter le renouvellement d'une telle situation.

Une nouvelle visite d'inspection sur cette thématique sera réalisée lors d'un prochain épisode d'alerte de pollution aux particules PM<sub>10</sub>.

La liste de diffusion de l'information aux industriels en cas de passage en niveau d'alerte a été complété à la demande de la société CARGILL.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Pic de pollution particules PM10**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2017, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions à mettre en oeuvre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :  <b>a) En cas de dépassement du premier niveau d'alerte pour les particules (PM10), dès la réception du message de déclenchement de la procédure</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Compléter l'ordre du jour des réunions quotidiennes de production avec un item Plan de</li></ul>

Protection de l'Atmosphère (PPA) ;

- Participation systématique aux réunions quotidiennes du coordinateur environnement en cas d'épisodes de pollution et information des services opérationnels ;
- Information des opérateurs via les écrans vidéos dans l'usine ;
- Renforcement des contrôles des paramètres de fonctionnement des circuits (Équipements importants pour la protection de l'environnement) ;
- Renforcement des contrôles des opérations de chargement de produits pulvérulents ;
- Diagnostic de l'empoussièrement des zones de chargement de produits pulvérulents ;
- Inspection préventive des installations en vue de limiter les émissions de poussières ;
- Sensibilisation des opérateurs ;
- Diagnostic de l'empoussièrement des zones de circulation, des aires de manœuvre.

### Constats :

Par arrêté du 12 décembre 2024, le préfet du Nord a imposé l'application de mesures propres à limiter l'ampleur et les effets de la pointe de pollution atmosphérique sur la population dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Cet arrêté impose notamment pour le secteur industriel la mise en œuvre de mesures de "premier niveau d'alerte pour les particules (PM10)" prescrites aux industriels concernés. Ces mesures ont été prescrites à la société CARGILL par arrêté préfectoral complémentaire du 18/10/2017. Ces mesures de niveau 1 étaient applicables à la société CARGILL le vendredi 13 décembre de 6h00 à 23h59.

L'inspection des installations classées s'est rendue de manière inopinée le 13 décembre 2024 à 14h00 afin de constater les mesures mises en place.

Le coordonnateur environnement était absent lors du contrôle (présent le matin selon sa responsable).

Il a été constaté que la communication auprès de l'ensemble du personnel sur le passage en niveau 1 d'alerte ainsi que sur les mesures préventives et renforcements de contrôles à réaliser n'avait pas été réalisée.

La responsable HSE précise que le coordinateur HSE, chargé de lancer les opérations de communication, était en formation le matin même et que la communication auprès de l'ensemble du personnel sur le passage en niveau 1 d'alerte ainsi que sur les mesures préventives et renforcements de contrôles à réaliser allait être réalisée en début d'après-midi.

Post-inspection, l'exploitant a confirmé par courriel à 15h40 que :

- la communication a été envoyée à l'ensemble du personnel;
- l'information a également été relayée aux prestataires permanents;
- Les agents d'accueil et sécurité ont été informés de la vigilance renforcée sur la détection de fuites, via les caméras et rondes.

L'exploitant a communiqué à l'Inspection le Flash environnement relatif à cette communication qui demande au personnel:

- de prévenir son responsable si une fuite de poussières est détectée;
- une vigilance accrue sur les chargements et le nettoyage des camions à l'usine B.

L'exploitant précise par ailleurs que seul le coordonnateur environnement est informé par courriel de la prise de ce type d'arrêté et demande d'ajouter dans la liste de diffusion la directrice du site, le responsable production ainsi que les membres de l'équipe HSE.

Cette liste de diffusion a été complétée post-inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'identifier les causes du lancement tardif des mesures de niveau 1 d'alerte suite à la réception de l'arrêté du 12 décembre 2024 (reçu par courriel le 12/12/2024) et de préciser les dispositions qui seront prises pour éviter le renouvellement d'une telle situation. Une nouvelle visite d'inspection sur la thématique sera réalisée lors d'un prochain épisode d'alerte de pollution aux particules PM<sub>10</sub>.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois